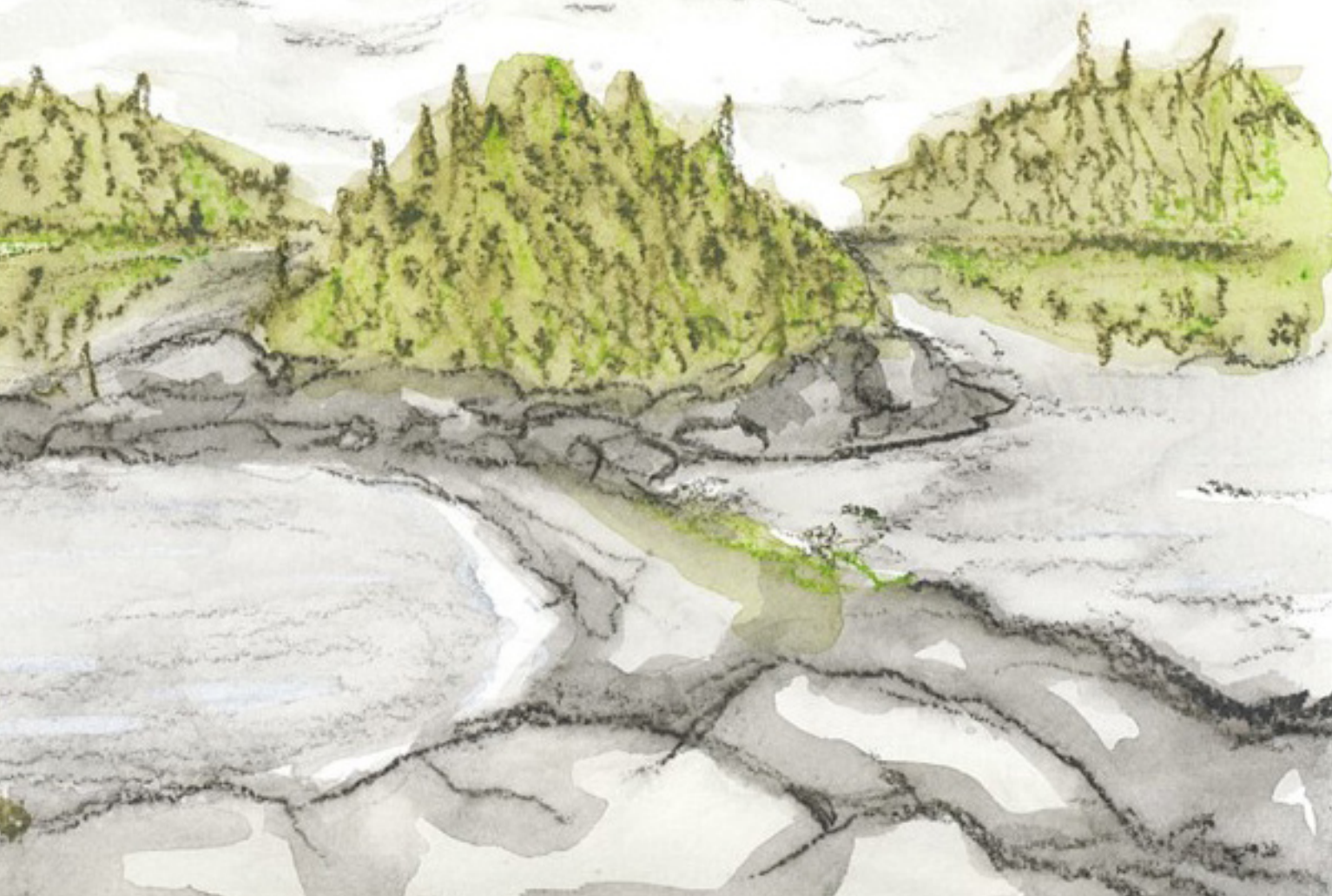


PANORAMA

La revue des sciences humaines



Du Saguenay à la Gamba : histoire, enjeux et transformations



DÉCEMBRE 2024

VOLUME 3, NUMÉRO 2

Éditeur : Cégep de Jonquière

Lieu de publication : Jonquière

Comité de la revue : Pascale Doucet, Frédéric David, Marie-Hélène Tremblay, Hélène Dionne, Jérôme Gagnon, Patrick Côté, Alexandre Bouchard, Marylène Bergeron

Coordonatrice du projet et
responsable de la rédaction : Pascale Doucet

Soutien à l'édition et conseils scientifiques : Sonia Dussault

Oeuvre de couverture : © Mercedes Aubin

Correctrice-révisseuse : Cindy Boudreault

Financement : Service d'animation et de développement pédagogiques du Cégep de Jonquière

Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec,
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 2816-4024 (Imprimé)
ISSN 2816-4032 (En ligne)



SOMMAIRE

Préambule	4
-----------	---

Ouverture sur le monde

Projet de recherche	
<i>Migration au coeur de la Gamba</i>	5
Photoreportage	
<i>Photoreportage au Costa Rica</i>	6

Histoire régionale

Photo patrimoniale	
<i>L'ancien hôtel de ville de Jonquière</i>	10

Enjeux sociaux

Rapport de recherche	
<i>La légalisation du travail du sexe : protection ou stigmatisation?</i>	12
<i>La religion dans un système laïque?</i>	15

Économie et développement

Fiche d'information	
<i>Petit-Saguenay</i>	19



PRÉAMBULE

Mot de la coordonnatrice du Département des sciences humaines

Chers étudiants et chères étudiantes, je tiens à vous exprimer mes plus sincères félicitations pour la grande qualité de votre publication. Votre contribution à cette 6^e édition de la revue Panorama reflète votre persévérance, votre intelligence et votre dévouement dans votre domaine d'études et votre rigueur intellectuelle. Vous contribuez ainsi à prouver l'importance des sciences humaines, essentielles pour la compréhension de notre monde. Soyez fiers et fières du domaine que vous avez choisi et de l'impact que vous apportez à notre société. Je vous souhaite un avenir épanouissement et suis impatiente de découvrir vos futures réalisations de diplômés en sciences humaines.

Chers enseignants et chères enseignantes qui vous impliquez dans cette revue, je suis touchée par votre engagement et votre passion.

Mot de la responsable de la revue *Panorama*

Lors de la création d'un volume de notre revue Panorama, nous sélectionnons soigneusement les meilleurs travaux issus de la session précédente. Parmi ces réalisations, nous privilégions celles qui se distinguent par leur qualité, leur originalité et leur pertinence.

C'est donc avec une grande fierté que je vous présente dans cet ouvrage des projets réalisés avec passion, professionnalisme et rigueur par nos étudiants et étudiantes, qui devraient tirer une grande fierté de cet accomplissement. J'aimerais personnellement les remercier pour leur implication tout au long du processus de création.

Vous vous donnez sans relâche pour accompagner nos brillants étudiants et brillantes étudiantes dans leur parcours. De tels projets ne pourraient voir le jour sans votre dévouement, dont l'impact est inestimable dans la vie intellectuelle et scolaire de nos jeunes.

Étudiants, étudiantes, enseignants, enseignantes, je suis chanceuse de travailler avec vous. Célébrons notre revue Panorama, qui témoigne de votre intelligence, de votre sens critique, et de votre implication.

Mercedes Aubin
Coordonnatrice du Département des sciences humaines
Cégep de Jonquière

Grâce à leur travail, nous vous présentons une revue qui fera, encore une fois, rayonner le programme des sciences humaines. De cette enrichissante collaboration est née cette nouvelle édition qui, je le souhaite, captivera et inspirera les lecteurs et lectrices. Pour ma part, j'ai tout simplement adoré! Bonne lecture!

Pascale Doucet
Responsable de cette édition de la revue Panorama
Cégep de Jonquière



L'œuvre de couverture

L'œuvre de couverture a été spécialement créée pour le volume 3, numéro 2, de notre revue Panorama. L'artiste, Mercedes Aubin, s'est inspirée du titre de cette édition, Du Saguenay à la Gamba : histoire, enjeux et transformation, qui est lui-même inspiré des merveilleux travaux présentés dans ces pages.

Réalisée à l'aquarelle, la couverture met en scène un paysage emblématique de Petit-Saguenay, c'est-à-dire la vue du quai municipal. L'illustration au dos de la revue propose quant à elle une interprétation artistique de la végétation caractéristique du village de La

Gamba.

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à Mercedes Aubin pour avoir su répondre avec brio à notre demande de couverture. Cette dernière traduit parfaitement l'esprit que nous souhaitons transmettre et s'harmonise à merveille avec cette édition.

Pascale Doucet
Responsable de cette édition de la revue Panorama
Cégep de Jonquière

OUVERTURE SUR LE MONDE

PROJET DE RECHERCHE

Migration au coeur de la Gamba

Par Océane Renaud-Plourde

MISE EN CONTEXTE

L'hiver dernier, dans le cadre du cours *Dé-marche d'intégration des acquis en sciences humaines* du Cégep de Jonquière, j'ai fait un projet de recherche sur l'immigration dans le village de La Gamba et ses environs. Ayant été dans un stage d'immersion au Costa Rica en février et mars 2024, j'ai effectué trois entrevues avec des habitants au village de La Gamba. La question de recherche qui guidait mon projet était celle-ci : quels sont les facteurs psychologiques et historiques qui caractérisent leur représentation des personnes migrantes et du flux migratoire au Costa Rica? L'objectif que je souhaitais atteindre était de bien décrire les facteurs psychologiques sociaux, les facteurs historiques et le flux migratoire qui influencent le portrait migratoire dans le village de La Gamba. Afin de répondre à ma question de recherche, j'ai questionné les habitants de La Gamba sur la situation migratoire dans le village et ses environs, sur les possibles changements dans le flux migratoire et sur leurs pensées par rapport à l'immigration. Il est important de mentionner que ce travail de recherche n'est pas publié en entier. Seul l'aboutissement de ma recherche, constitué de la discussion des résultats et du retour sur l'objectif, est présent.

DISCUSSION DES RÉSULTATS

Dans cette recherche, j'ai pu approfondir mes connaissances de la situation migratoire de La Gamba et ses composantes. En regardant les résultats, il est possible de remarquer certains aspects en commun ou différents par rapport à des travaux déjà existants sur le sujet. Dans cette analyse, trois aspects représentant chacun un concept de ma recherche (psychologie sociale, flux migratoire ou événement historique) seront décortiqués.

Le premier aspect dont je vais traiter est la diversité des sentiments qu'ont les répondants par rapport aux immigrants. Les

résultats obtenus soulignent que les Costaricains considèrent les migrants comme des « gens normaux » et qu'il n'y a pas de discrimination. Certains affirmaient aussi qu'ils ont de la curiosité, de la compassion et qu'ils se font du souci pour les personnes migrantes. Ces derniers sentiments sont suscités par la difficulté du parcours des migrants. Durant les entrevues, j'ai pu en apprendre plus sur le parcours de ceux qui partent de l'Amérique du Sud pour venir au Costa Rica et sur les difficultés reliées à ce parcours. J'ai notamment su que, parce qu'ils sont illégaux, les migrants doivent traverser à pied la jungle du Darien, située à la frontière de la Colombie et du Panama. Ce périple dure plusieurs jours, et ils ont accès à peu de ressources pour survivre dans la jungle. De plus, passer par cet endroit est aussi difficile que dangereux, car il y a des passeurs et la Guérilla colombienne qui escroquent, tuent ou violent plusieurs migrants. Cela amène un angle de sympathie auquel je ne m'attendais pas et qui n'était pas mentionné dans les travaux que j'ai consultés. Il serait intéressant d'étudier plus en profondeur l'influence des difficultés des personnes migrantes sur la perception des habitants du pays d'accueil. D'un autre côté, dans une étude que j'ai lue sur la situation des migrants d'origine nicaraguayenne au Costa Rica, il était mentionné qu'ils étaient victimes de xénophobie, car ils sont perçus comme une menace pour les Costaricains. Cette xénophobie crée, chez les Costaricains, une croyance selon laquelle les migrants ne devraient pas avoir accès aux protections de santé publique (Alvarado, 2020). Il y a donc de l'humiliation et de la discrimination généralisée envers eux (Alvarado, 2020). Ces données sont opposées aux résultats que j'ai obtenus. Il y a selon moi deux possibles raisons à cela : le milieu urbain et l'exclusivité. Premièrement, l'article portait sur un quartier de San José, qui est la capitale du Costa Rica, ce qui est très différent du petit village rural de La Gamba. Leur expérience vécue par rapport aux migrants doit donc être signi-

ficativement différente, ce qui expliquerait la contradiction. Notamment, dans une des entrevues, un répondant m'a dit qu'il y a beaucoup de problèmes dans la capitale qui sont reliés au grand nombre de migrants. Deuxièmement, le fait que le texte ne traite que de l'opinion sur les Nicaraguayens peut interférer, puisque mes questions portaient sur des migrants de toutes origines confondues.



Figure 1. Un jour de l'amitié ensoleillé
© Océane Renaud-Plourde, 2024. Cataractas, Costa Rica.

Le second aspect que je vais aborder est l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le flux migratoire. Les trois répondants m'ont rapporté qu'il n'y avait pas eu de différence notable dans la quantité de migrants durant cette période, mais que des changements ont plutôt eu lieu dans la manière de traiter les personnes en transit. Les personnes en transit sont des personnes qui entrent sur le territoire d'un État pour le traverser avant d'en gagner un autre (Ivakhniouk, 2004). Dans ce cas, il s'agit des personnes qui traversent le Costa Rica pour atteindre un autre pays. Voici quelques changements qui ont eu lieu dans le traitement des personnes en transit selon les répondants : les autorités ont évité tout contact physique avec ces migrants, elles ont instauré plus de mesures de protection et ont diminué le temps alloué pour le transit au travers du Costa Rica. Elles ont traité les personnes en transit de manière plus contrôlée et rapide

afin d'éviter que ces dernières ne restent au Costa Rica. Ces mesures nuisent surtout à l'accès aux services d'hygiène (se laver ou aller aux toilettes), selon les personnes interrogées. Ce sont des éléments auxquels je n'avais pas pensé lors de ma réflexion sur les possibles impacts de la pandémie sur la migration. Ces réponses reflètent un peu ce que j'ai pu lire dans l'article de Delphine Marie Prunier et de Sergio Salazar, « Fractures, frontières et mobilités centraux américaines face au Covid », dans lequel il est inscrit que le gouvernement costaricain a mis en place un transfert plus contrôlé des migrants vers la frontière nord, où ils sont installés dans des centres de détention en attendant de sortir du pays. Il y a aussi une similarité entre l'article et les propos des répondants concernant le manque de services : « l'absence d'accès ou le moindre accès aux institutions et services, tant gouvernementaux que non gouvernementaux, a créé de nouveaux facteurs de vulnérabilité » (Prunier et Salazar, 2022).

Le dernier aspect dont je vais discuter est la crise politique au Nicaragua et son impact sur la migration au Costa Rica depuis 2018. Le texte *Explosion post-2018 de l'émigration nicaraguayenne* de José Luis Rocha (2022) indique que selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), « plus de 87 000 Nicaraguayen-nes supplémentaires auraient cherché protection au Costa Rica depuis 2018 ». Cela représente 30 % de la population nicaraguayenne totale au Costa Rica, et elle aurait augmenté autant en seulement trois ans. Le texte décrit aussi comment le système costaricain traitant les demandes d'asile « a été débordé

par ce flux soudain et de grande ampleur : 14 795 demandes d'asile en 2018 et près de 60 000 en 2019 » (Luis Rocha, 2022). Pourtant, la majorité des répondants dans mon projet a indiqué que le nombre s'était maintenu ou avait même diminué durant ce temps-là, ce qui contredit l'article. Le troisième participant, quant à lui, a une réponse qui justifierait cette différence entre les données : selon lui, dans la zone sud du pays, là où vivent les personnes interrogées, il n'y a pas eu de différence notable, mais dans la zone atlantique située au nord du pays, le nombre de migrants nicaraguayens a définitivement augmenté. C'est donc encore une fois la disparité géographique des migrants au pays qui explique la divergence des données, puisque l'article traite du Costa Rica au complet alors que ma recherche ne concerne qu'une partie du territoire.

RETOUR SUR L'OBJECTIF

Pour conclure, je vais jauger la réussite, ou non, de ce projet. L'objectif de ce travail de recherche était de décrire les facteurs psychologiques sociaux, les facteurs historiques et le flux migratoire qui influencent le portrait migratoire dans le village de La Gamba. Selon moi, cet objectif a été atteint, parce que j'ai pu obtenir des informations pertinentes sur tous les indicateurs de ma recherche, ce qui me permet de faire un portrait détaillé de la réalité migratoire de La Gamba sur les plans psychologique et historique. Ma recherche apporte aussi des éléments nouveaux comme les dangers reliés au transit, l'opinion et les sentiments des habitants de La Gamba par rapport aux migrants, ainsi que les caractéristiques

sociales du portrait migratoire du Costa Rica. Je n'avais rien lu sur ces aspects de la migration dans la littérature scientifique. Enfin, étant donné que les articles scientifiques auxquels je me suis référée traitaient surtout des grandes villes du Costa Rica, je pense qu'il serait intéressant de réitérer cette recherche dans une grande ville telle San José. Cela permettrait de découvrir si les résultats sont les mêmes que ceux que j'ai obtenus à La Gamba.

MÉDIAGRAPHIE

Alvarado, N. A. (2020). Migrant politics in the urban Global South: The political work of Nicaraguan migrants to acquire urban rights in Costa Rica. *Geopolitics*, 27(4), 1180–1204. <https://doi.org/10.1080/14650045.2020.1777399>

Ivakhniouk, I. (2004). Les personnes en transit: une nécessité de gestion et de protection. Conseil de l'Europe. https://www.coe.int/t/dg3/migration/archives/RegionalConferences/People_Transit_fr.pdf

Luis Rocha, J., traduction de l'espagnol par Vanpaeschen, L. (2022). *Explosion post-2018 de l'émigration nicaraguayenne*. Dans Duterme, B. (dir.), *Fuir l'Amérique centrale*. (p. 113-124). Éditions Syllepse. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2022.01.0113>

Prunier, D. et Salazar, S., traduction de l'espagnol par Cappelle, C. (2022). *Fractures, frontières et mobilités centro-américaines face au covid*. Dans Duterme, B. (dir.), *Fuir l'Amérique centrale*. (p. 45-63). Éditions Syllepse. <https://doi.org/10.3917/syll.cetri.2022.01.0045>



Figure 1. Prêts pour l'aventure! © Jessica Moisan, 2024. Parc national Piedras Blancas, Costa Rica

PHOTOREPORTAGE

Le séjour interculturel dans le profil d'Ouverture sur le Monde est l'aboutissement des études en Sciences humaines et l'occasion pour les étudiants et étudiantes de voir sur le terrain les éléments théoriques appris au cours des trois sessions précédentes. Pour le démontrer, ils leur faut réaliser un reportage photographique. Ce

reportage consistait à prendre en photo des endroits ou personnes en lien avec les six disciplines des sciences humaines ainsi que des éléments d'art faisant appel à leurs émotions.

Marylène Bergeron
Enseignante en psychologie

Photoreportage au Costa Rica

Par Louis-Philip Harvey

Une ambiance familiale dans la classe École de la Nueva Zelanda

16 février 2024

Voici la petite école de Nueva Zelanda, qui ne compte qu'une classe et qu'une douzaine d'élèves. Elle est moins accessible que l'école de la Gamba, qui est située dans le centre du village, mais j'ai trouvé cette micro-école fantastique. L'établissement était tout près du parc national Piedras blancas, donc le paysage était sublime, mais ce que j'ai trouvé de plus beau dans cette école, c'étaient les relations sociales. Lorsque j'ai visité Nueva Zelanda, je n'étais pas dans une classe, j'étais dans une famille. Les élèves s'entraidaient, l'enseignant appelait ses élèves « mi amor » et personne n'était mis de côté. Sur la photo, il y a justement une élève qui en aide un autre dans la première rangée, et nous pouvons voir l'enseignant sourire à l'arrière. L'ambiance de cette école m'a vraiment plu.



L'or rouge de la Gamba Champs de palme près de Rio Bonito

21 février 2024

L'économie du village de la Gamba n'est pas très diversifiée. Celle-ci se base surtout sur les établissements d'écotourisme et sur les plantations d'huile de palme. Sur la photo, nous pouvons apercevoir en premier plan les noix de palmes qui ont été récoltées lors de la journée et un champ de palmes en second plan. Il y a beaucoup de champs comme celui-ci près du village et ils sont presque tous la propriété de la coopérative costaricenne En su punto. C'est impressionnant de voir que les gigantesques champs sont tous en monoculture... Ce qui est également surprenant, c'est de constater le nombre de personnes du village qui travaillent dans les champs de palmes. Ce type d'industrie crée beaucoup d'emplois, mais à quel coût environnemental?



Photos réalisées par © Louis-Philip Harvey, 2024

Le bloc gris San José, Tribunal « Supremo de Elecciones »

3 mars 2024

Voici le bâtiment qui abrite les députés costaricains. Cet étrange et gigantesque bloc de béton m'a tout de suite marqué lors de mon passage à San José. Si j'ai choisi cet élément d'architecture, ce n'est pas parce que je le trouve joli, mais plutôt parce que je le trouve intéressant. Ce bâtiment est construit ainsi pour protéger les députés. Les fenêtres en forme de fente sont façonnées pour éviter que des tireurs puissent assassiner les députés, et la structure en béton est conçue pour que le bâtiment puisse résister aux balles. En fait, les députés, qui sont élus par le peuple et qui prennent des décisions pour le peuple, craignent le peuple. N'est-ce pas ironique ?



© Louis-Philip Harvey, 2024

Photoreportage au Costa Rica

Par Élodie Huard



© Élodie Huard, 2024

Un géant hors du commun Parc National Piedras Blancas

25 février 2024

Le village de La Gamba est situé en plein cœur du parc national Piedras Blancas. Cet endroit regorge d'espèces animales et végétales diversifiées. Notamment, lors de notre expédition dans le parc, nous avons pu apercevoir cet arbre géant, qui se nomme la ceiba. En plus de sa taille impressionnante, il a une signification particulièrement importante pour les habitants du village, puisque c'est à lui que la Gamba doit son nom. En effet, les grosses racines visibles à la base de l'arbre sont en fait des caisses vides qui résonnent comme des tambours et qui se nomment des « gambas ». Cet arbre est très présent près du village et fait partie des éléments de la flore qui m'ont le plus marquée.



La bonne cuisine de maman La Gamba

29 février 2024

L'une des différences culturelles qui m'a le plus frappée, c'est la place de la femme dans la société au village de La Gamba. Notamment, de nombreuses femmes doivent rester à la maison pour cuisiner des petits plats pour leur mari, faire la lessive, nettoyer la maison, et si elles en ont, s'occuper des enfants. Leurs époux leur interdisent parfois de travailler et de faire des activités à l'extérieur de la maison sans lui. C'est une situation bien différente d'ici, au Québec. Tout cela semble toutefois ordinaire à La Gamba pour certaines personnes.

Cette photo met en vedette Yadelis, ma mère de famille, qui nous cuisinait chaque jour de bons repas avec tout son amour. Pour moi, elle est très inspirante par son dévouement et son travail acharné pour nous faire passer le meilleur des séjours au cœur de son foyer.

« Amen » est un mot universel Église de La Gamba

23 février 2024

La dernière différence culturelle qui m'a le plus marquée est la présence de la religion au cœur des foyers du village. Il y a deux types de croyants à la Gamba : les catholiques et les évangéliques. Ces deux religions nécessitent une grande implication et un certain don de soi. En effet, les croyants du village sont très impliqués religieusement, et leur mentalité n'y échappe pas. Il n'était pas rare d'entendre des discours religieux sur des sujets comme l'homosexualité, l'avortement, la place de la femme, etc. Ils prennent aussi très à cœur les rites comme les rassemblements évangéliques et les messes.



HISTOIRE RÉGIONALE

PHOTO PATRIMONIALE

Chronique historique et photographie patrimoniale

Nous publions cette photo du cours *Exploration de l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean* qui s'est distinguée par sa beauté et son intérêt patrimonial et historique du sujet.

Patrice Laurendeau
Enseignant en histoire

Ancien hôtel de ville de Jonquière

Par Léa Bergeron

C'est en 1928 que la construction de l'ancien hôtel de ville de Jonquière a débuté. Cet édifice est une conception de l'architecte Sylvio Brassard (Ville de Saguenay, s. d.). Tout d'abord, l'intérêt patrimonial de ce bâtiment est lié à sa valeur historique. En effet, la construction de l'hôtel de ville de Jonquière avait comme objectif « d'abriter, entre autres, le Conseil municipal de Jonquière, une salle de concert et un poste de pompiers » (Ville de Saguenay, 2020).

Toutefois, en 1975, à la suite de la fusion d'Arvida, de Kénogami, de Jonquière et de la paroisse de Jonquière, l'hôtel de ville a perdu sa fonction première au détriment de l'hôtel de ville d'Arvida. Il est cependant important de souligner que le bâtiment a conservé certains services municipaux (Ville de Saguenay, s. d.).

Par ailleurs, l'ancien hôtel de ville de Jonquière, en raison de sa valeur architecturale, a un intérêt patrimonial. De fait, « le bâtiment constitue un bon exemple d'un courant architectural rationaliste développé à Amsterdam (Pays-Bas) au début du XX^e siècle » (Ville de Saguenay, cité dans ministère de la Culture et des Communications du Québec, 2024, paragr. 2).

Finalement, depuis la fusion municipale qui a eu lieu en 2002, le bâtiment est davantage connu comme étant l'édifice administratif de Jonquière (Ville de Saguenay, cité dans ministère de la Culture et des Communications du Québec, 2024, paragr. 1). Celui-ci a de nombreuses fonctions, dont la sécurité incendie (Caserne #1), et offre plusieurs services décentralisés de l'organisation municipale (Ville de Saguenay, 2020).

MÉDIAGRAPHIE

Ministère de la Culture et des Communications. (2024). Ancien hôtel de ville de Jonquière. Répertoire du patrimoine culturel du Québec. <https://www.patrimoine-culturel.gouv.qc.ca/rpcq/detail.do?methode=consulter&id=232044&type=bien>

Promotion Saguenay. (s. d.). Édifice de l'arrondissement de Jonquière. <https://cvs.saguenay.ca/jonquiere/entreprises/edifice-de-larrondissement-de-jonquiere/>

Ville de Saguenay. (2020, 7 décembre). Règlement numéro VS-R-2020-98 ayant pour objet la citation comme immeuble patrimonial de l'ancien hôtel de ville de Jonquière, situé au 2354, rue Saint-Dominique dans l'arrondissement de Jonquière (ARS-1288). https://ville.saguenay.ca/files/reglements_municipaux/patrimoine/citation_de_l_ancien_hotel_de_ville_de_jonquiere.pdf

Ville de Saguenay. (s. d.). L'ancien hôtel de ville : Old City Hall. https://ville.saguenay.ca/files/activites_et_loisirs/histoire_et_patrimoine/batiments_et_lieux_d_interet/jonquiere/05_ancien_hotel_de_ville.pdf



Ancien hôtel de ville de Jonquière © Léa Bergeron, 2023

La légalisation du travail du sexe : protection ou stigmatisation?

Par Charlie Allaire et Clara Fortin

INTRODUCTION

Selon plusieurs, le travail du sexe (ou prostitution) serait le plus vieux métier du monde. Même au Canada, cette profession a toujours été présente : dans les années 1800, c'est principalement dans les « maisons closes » que les rencontres s'opèrent (Shaver, 2016, paragr.3). « Ce sont habituellement des femmes plus âgées qui exercent le métier à cette époque, généralement entre 30 et 40 ans, et des fois bien plus. » (Viger, 2021) Au début du 20^e siècle, les actes sexuels comme métier sont peu à peu reconnus comme un vrai travail et deviennent moins tabous (Federici, 2019). Malgré cela, encore aujourd'hui, il y a souvent un manque d'information, ce qui entraîne discrimination et préjugés (Mensah et Lee, 2010). À la suite du projet de loi C-36, adopté par le gouvernement canadien en 2014, il n'est plus illégal de travailler dans l'industrie du sexe au Canada. Ce n'est plus la vente qui est pénalisée, mais plutôt l'achat des services (Brault, 2020). Dans le but de réduire la demande de ce milieu, cette loi adoptée depuis 2014 rend illégal pour un client de solliciter et de consommer les services sexuels d'une autre personne, ainsi que d'entrer en contact avec une personne dans le but de recevoir ces services. Il est également interdit de se retrouver dans des lieux qui servent au travail sexuel (par exemple les salons de massage) ou d'en exploiter et de transporter ceux qui y travaillent (Valiante, 2020). Bien que ce soit, selon plusieurs, un avancement pour la modernisation de ce domaine, des travailleurs et travailleuses réclament une décriminalisation complète du métier. D'autres envisagent sa légalisation, et plusieurs souhaitent retourner à la criminalisation complète, soulevant des inquiétudes par rapport aux conséquences possibles des autres options sur les personnes victimes de trafic humain. Ces aspects seront abordés dans le travail, répondant à la question suivante : le travail du sexe devrait-il être légalisé au Ca-

nada? Nous évaluerons les aspects positifs et négatifs que cette décision aurait sur les personnes pratiquant ce métier, puis notre opinion sera présentée à la fin.

DÉFINITION DES TERMES ET DES CONCEPTS

Travail du sexe : « Le travail du sexe comprend diverses activités comme la sollicitation dans la rue et dans différents lieux publics, les danses nues avec ou sans contact, les massages érotiques, les services d'escortes qui se déplacent ou qui reçoivent, la figuration dans les films pornographiques, les services de téléphones roses et d'animation par webcam, de même que les services particuliers ou spécialisés, comme la domination, le fétichisme. » (Mensah, 2007)

Légalisation : « La légalisation est l'action de rendre légal, d'inscrire dans la loi, quelque chose qui auparavant était interdit ou pros- crit. » (Légalisation, 2024)

Décriminalisation : « La décriminalisation est définie comme le processus "tendant à rendre licites d'un point de vue juridique des faits antérieurement sanctionnés par la loi pénale". » (Van de Kerchove, 1984)

Canada : « Le Canada (CA/CAN) est un pays d'Amérique du Nord, cerné par les océans Atlantique, Arctique et Pacifique et frontalier avec les États-Unis. Ses habitants s'appellent les Canadiens. » (Canada, s.d.)

ÉTAT DE LA QUESTION

Tout d'abord, la légalisation du travail du sexe aurait plusieurs aspects positifs sur les travailleurs et travailleuses du sexe, notamment en ce qui concerne leur sécurité. En ce moment, la loi C-36 fait en sorte que les travailleuses doivent travailler de façon clandestine et dans un milieu criminalisé, ce qui les empêche de prendre certaines mesures qui assureraient une expérience

plus sécuritaire pour tous (Gosselin, 2018). Par exemple, il est impossible d'engager un chauffeur ou un garde du corps qui conduirait la travailleuse à ses rendez-vous, s'assureraient de la sécurité de son lieu de travail et viendrait la chercher après (Nadeau, 2022). Sonia Von Sacher, travailleuse du sexe invitée au balado *Sexe Oral*, mentionne que l'assistante qu'elle a engagée pour gérer son horaire et filtrer les clients est considérée comme une proxénète d'un point de vue légal, car elle vit des profits du travail du sexe. Pourtant, cette employée est essentielle au bon fonctionnement de l'entreprise de Mme Von Sacher (Grenier et Nadeau, 2021, 25:58). Une légalisation ferait donc en sorte que les personnes étant engagées au service d'un travailleur du sexe et recevant un salaire ne commettent plus une infraction criminelle.

De plus, la situation actuelle fait en sorte que les personnes travaillant dans l'industrie du sexe ne peuvent pas poser de questions à leurs clients concernant leur santé ou d'autres sujets personnels. Puisque le client est dans l'illégalité, les travailleurs et travailleuses du sexe doivent communiquer par messages codés avec les clients afin de ne pas les mettre dans l'embarras avec la justice (Nadeau, 2022). Comme le mentionne l'avocat Me Rosenberg dans une entrevue publiée dans *Radio Canada*, des non-dits dans ce domaine peuvent mener à des malentendus ou exposer les travailleurs à des situations malveillantes (Nadeau 2022). Selon Sandra Wesley, directrice générale du groupe communautaire *Stella*, les lois instaurées cultivent un climat de peur à l'égard des forces policières et retiennent les travailleuses du sexe de dénoncer les situations de violence dont elles sont victimes. En effet, lorsque la police intervient, les conséquences sont souvent très sévères envers ces dernières (Gauthier Lamotte, 2022, paragr. 6). Me Rosenberg détaille un autre aspect négatif de l'illégalité dans une entrevue avec Jean-Philippe Nadeau, parue dans

Radio-Canada :

Il [Me Rosenberg] rappelle en outre que les travailleurs du sexe sont vulnérables et marginalisés dans la société, parce que ce sont en majorité des femmes issues de la pauvreté ou de l'itinérance, et que certains d'entre eux ont des problèmes de drogue. [...] Certains peuvent même être des mineurs, ou encore des transgenres ou des Autochtones. D'autres ont enfin un statut précaire à l'immigration. Dans un tel contexte, rien ne les encourage, selon lui, à porter plainte auprès de la police, de peur d'être à nouveau victimisés ou de faire l'objet d'une enquête criminelle. (Nadeau, 2022, paragr. 20-22)

Un statut légalisé du travail du sexe ferait donc en sorte de diminuer le statut marginal et mal vu de ce métier et de donner des ressources aux travailleurs et travailleuses afin de dénoncer les abus.

Finalement, une légalisation ferait en sorte d'obtenir une reconnaissance du travail du sexe et de le considérer comme un vrai métier lorsqu'un adulte le fait par choix. Sandra Wesley, directrice de l'organisme communautaire La Maison Stella, affirme que la loi C-36 en vigueur en ce moment est « répressive et que son objectif principal est l'éradication du travail du sexe » (Wesley, citée dans Nadeau, 2022, paragr. 14). La légalisation aurait de nombreux bénéfices sur le quotidien des travailleurs du sexe, comme le mentionne Mme Wesley dans son entrevue avec La Presse :

[...] ça nous donnerait accès à toutes les choses qui nous sont interdites pour l'instant, comme l'accès à un compte en banque sans craindre que notre argent soit saisi, des références d'employeurs pour obtenir un logement et la possibilité de travailler dans un endroit intérieur sans avoir peur d'être évincées. (Wesley, citée dans Gauthier Lamothe, 2022, paragr.8).

D'un autre point de vue, les aspects négatifs qu'apporterait la légalisation du travail du sexe au Canada selon certains spécialistes sont également nombreux. Le rapporteur général sur la violence à l'égard des femmes du Conseil de l'Europe, José Mendes Bota, s'est penché sur la question. À la suite d'un rapport basé sur les différentes manières d'encadrer le travail du sexe dans plusieurs pays, il en est venu à la conclusion que légaliser serait une bien mauvaise idée. Selon lui, légaliser le travail du sexe signifie ouvrir une porte à l'expansion du trafic humain.

Il affirme que les pays scandinaves ayant adopté ces mesures ont observé les effets contraires de ce qu'ils espéraient (Buzzetti, 2014).

Les prostituées sont contrôlées par la mafia, par le crime organisé, et c'est exactement ce que ces pays qui ont adhéré à la légalisation voulaient éviter! Regardez les Pays-Bas. [...] La police a fait un rapport concluant que 90 % des femmes dans le Red Light District sont contrôlées par le crime organisé. (Buzzetti, 2014)

De plus, le fait de légaliser ce métier le normaliserait et minimiserait donc les abus que vivent certains travailleurs. Les travailleurs risqueraient donc d'être doublement exploités : à la fois par leurs clients violents et par l'État. C'est ce qu'affirme la directrice de la Coalition contre la traite des femmes, Taina Bien-Aimé : « Lorsqu'on légalise la prostitution, l'État devient proxénète. L'État profite de l'exploitation des autres et profite de la traite des autres. » (Bien-Aimé, 2018, paragr.7). Les travailleurs et travailleuses ne seraient donc plus bénéficiaires de leur propre travail puisque l'État en recevrait sa part.

Dans cette même pensée, si le travail du sexe était légalisé, les endroits où le métier peut s'exercer seraient encore plus problématiques qu'ils ne le sont déjà. Ce seraient les personnes les plus privilégiées qui en seraient bénéficiaires : celles qui sont physiquement attrayantes et celles avec le plus d'argent, puisque les interactions seraient limitées dans des lieux légaux tels que des locaux avec un bail (Le Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es [Piamp], 2024). La discrimination et l'isolement déjà trop présents dans ce domaine seraient exponentiels, notamment envers les personnes minoritaires telles que les personnes trans, autochtones et racisées ainsi qu'envers celles rencontrant des difficultés financières (Piamp, 2024).

Finalement, la majorité des travailleurs eux-mêmes ne souhaite pas que ce domaine soit légalisé. La légalisation signifierait la mise en place de nouvelles mesures qui permettraient le travail du sexe, mais qui l'encadreraient (Piamp, 2024). La travailleuse du sexe autonome Sonia Von Sacher s'est exprimée sur le sujet en expliquant son point de vue : « On ne veut pas que ça soit nationalisé comme la SQDC, on ne veut pas que ce soit quelque chose que le gouvernement vienne mettre sa face dedans. » (Grenier et Nadeau, 2021, 14:58). Selon elle, la légali-

sation impliquerait une ingérence nuisible du gouvernement, qui ferait en sorte que la pratique du métier serait plus difficile. Elle croit plutôt que le meilleur moyen d'éviter les effets négatifs du travail du sexe tels que le trafic humain serait plutôt une décriminalisation complète du domaine (Grenier et Nadeau, 2021).

L'option à laquelle nous serions personnellement le plus favorables serait celle de la décriminalisation complète du travail du sexe. En effet, cette situation offrirait tous les avantages d'une légalisation, sans en imposer les inconvénients. Les travailleurs et travailleuses du sexe méritent, selon nous, d'être reconnus et d'avoir le champ libre pour prendre des mesures qui assureraient leur sécurité. Le mémoire de recherche de l'organisme canadien Égale affirme que ce serait la meilleure solution :

Il existe un corpus de recherche bien établi démontrant que la criminalisation de toute partie du travail du sexe a des répercussions négatives sur la santé et la sécurité des personnes travaillant dans l'industrie du sexe. [...] De plus, ces politiques confondent souvent les notions de traite des personnes et de travail du sexe et supposent que tout le travail du sexe est de la traite des personnes. (Egale, 2021, p. 3-4)

En effet, nous croyons que les mesures qui interdisent la traite de personnes sont essentielles, mais qu'il est important de comprendre qu'il y a des travailleurs et travailleuses du sexe qui pratiquent ce métier par choix et que toute personne majeure est en droit de faire le choix conscient d'exiger de l'argent en échange d'une relation sexuelle consensuelle. Finalement, tout comme l'équipe du Piamp, nous penchons plus pour une légalisation, « parce que les mouvements sociaux et les regroupements de travailleur-euses du sexe demandent la décriminalisation. » (2024., paragr. 2). Nous la rejoignons également dans sa pensée lorsqu'elle affirme « cro[ire] que les personnes concernées par les enjeux sociaux sont celles qui sont le mieux placées pour définir leurs besoins. » (Piamp, 2024, paragr. 2).

CONCLUSION

En conclusion, il en reste beaucoup à apprendre sur le travail du sexe et il est important de bien s'informer avant de former son opinion. La légalisation de cette industrie peut apporter bien des bénéfices, mais autant de conséquences. D'un côté, une

légalisation permettrait à ceux travaillant au service des travailleuses d'être épargnés de toutes futures accusations, comme les chauffeurs, les gardes du corps ou bien les assistants. Cela permettrait également aux travailleurs et travailleuses de communiquer sans code et de manière libre, en plus de ne plus travailler clandestinement. Ce métier serait alors reconnu par la loi, et diverses ressources seraient mises en place afin d'aider et de soutenir ceux et celles qui choisissent cette carrière. D'un autre œil, rendre ce travail légal pourrait augmenter les risques de l'expansion du trafic humain. De fait, la discrimination concernant l'accès aux ressources est une retombée possible de la légalisation et pourrait empêcher certaines personnes d'effectuer leur travail sécuritairement. Le souhait des travailleurs eux-mêmes de ne pas légaliser prouve également que ce ne serait peut-être pas la meilleure option. Nous croyons qu'une décriminalisation complète serait plus favorable pour tous. Ceci ferait en sorte que tous les actes reliés au travail du sexe seraient retirés du Code criminel, sans pour autant ajouter des lois restrictives. De cette manière, les employés ne sont pas gérés par l'État et restent donc en contrôle de leurs systèmes, et les clients et employés annexes ne peuvent plus être tenus criminellement responsables. Ceci permettrait à tous de bénéficier de ces services de manière honnête et sécuritaire.

MÉDIAGRAPHIE

Bien-Aimé, T. (2018, octobre 05). Légaliser la prostitution, c'est dire oui à la violence, selon la Coalition contre la traite des femmes. Radio-Canada Ohdio. <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/le-15-18/segments/entrevue/89766/decriminalisation-prostituees-proxenet-proxenetisme>

Brault, M.-S. (2020). Travail du sexe : enjeu de liberté et de sécurité. L'Apostrophe. <https://www.apostrophemag.ca/articles/travail-du-sexe-enjeu-de-liberte-et-de-securite#:~:text=Au%20Canada%2C%20travailler%20dans%20l,r%C3%A9clam%20au%20gouvernement%20sa%20d%C3%A9criminalisation>

Buzzetti, H. (2014, juillet 09). La légalisation ne fonctionne pas. Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/politique/canada/412973/prostitution-la-legalisation-ne-fonctionne-pas>

Canada. (s. d.). Le dictionnaire. [https://www.le-dictionnaire.com/definition/canada#:~:text=Illustration\(s\)%20et%20photo,\(pour%20d%C3%A9finir%20le%20](https://www.le-dictionnaire.com/definition/canada#:~:text=Illustration(s)%20et%20photo,(pour%20d%C3%A9finir%20le%20)

mot%20Canada&text=C'est%20le%20deuxi%C3%A8me%20plus,nord%20par%20l'oc%C3%A9an%20Arctique.

Egale Canada. (2021). Le travail du sexe au Canada. <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/441/JUST/Brief/BR11602461/br-external/EgaleCanada-10576701-f.pdf>

Federici, S. (2019). Origines et développement du travail sexuel aux États-Unis et en Grande-Bretagne. *Le capitalisme patriarcal*. (p. 143 -171). La Fabrique Éditions. <https://shs.cairn.info/le-capitalisme-patriarcal--9782358721783-page-143?lang=fr>.

Gauthier Lamothe, É. (2022, 7 octobre). Des travailleuses du sexe exigent la décriminalisation de leur métier. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-faits-divers/2022-10-07/des-travailleuses-du-sexe-exigent-la-decriminalisation-de-leur-metier.php>

Grenier, J et Nadeau, L. (animatrices). (2021, septembre 2). La réalité d'une travailleuse du sexe : avec Sonia Von Sacher (no.35) [épisode de balado]. Dans *Sexe Oral Podcast*. Studio SF. <https://www.youtube.com/watch?v=kQ5UTfYzcPA&t=2s>

Grenier, J. et Nadeau, L. (animatrices). (2021, septembre 23). *Sexe Oral #35 — La réalité d'une travailleuse du sexe : partie 2*. (no.37) [épisode de balado]. Dans *Sexe Oral Podcast*. Studio SF. <https://www.youtube.com/watch?v=VEvb4WsJOz&t=938s>

Griffin, T. (2023, septembre 18). Les lois sur le travail du sexe sont constitutionnelles, tranche la Cour supérieure de l'Ontario. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/societe/justice/798272/cour-superieure-ontario-invalide-pas-nouvelle-loi-travail-sexe>

Légalisation. (2024). *L'internaute*. <https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/legalisation/>

Mensah, M. N. (2007). Travail du sexe : 14 réponses à vos questions. Stella et le Service aux collectivités de l'UQAM. https://sac.uqam.ca/upload/files/publications/femmes/14questions_TravDuSexe.pdf

Mensah, M. et Lee, C. (2010). Petites et grandes discriminations des travailleuses du sexe au Québec Plaidoyer. *Le Sociographe*, 31(1), 47-55. <https://doi.org/10.3917/graph.031.0047>.

Nadeau, J.-P. (2022, octobre 03). La légalité de la loi sur la prostitution à nouveau contestée devant les tribunaux. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1921744/prostitution-decriminalisation-legalisation-canada-modele-scandinave>

Projet d'intervention auprès des mineur-es prostitué-es [Piamp]. (2024). *Quelle*

est la différence entre la décriminalisation et la légalisation de la prostitution? <https://piamp.net/faq/quelle-est-la-difference-entre-la-decriminalisation-et-la-legalisation-de-la-prostitution/> Shaver, F. M. (2016, juin 10). Prostitution. Dans *L'Encyclopédie canadienne*. *Historica Canada*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/prostitution>

Valiante, G. (2020, février 16). Prostitution : la législation est hypocrite, dénoncent des observateurs. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/national/2020-02-16/prostitution-la-legislation-est-hypocrite-de-noncent-des-observateurs>

Van de Kerchove, M. (1984). Réflexions analytiques sur les concepts de dépenalisation et de décriminalisation. *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, (12), 31-89.

Viger, R. (2021, juin 24). Photoreportage : la prostitution à Québec au 19e siècle. *L'actualité sociale et communautaire*. <https://www.refletdesociete.com/photoreportage-prostitution-quebec-19e-siecle/>



Figure 1 - Le Christ rédempteur de Rio de Janeiro, sur le Corcovado © 2020, par Mucio Scorzelli /Wikipédia Communs. CC BY-SA 4.0

La religion dans un système laïque?

Par Emilya Labrecque, Agathe Poulin et Juliette St-Gelais

INTRODUCTION

Actuellement, de nombreux pays sont considérés comme laïques. En effet, la laïcité est « la liberté de conscience, l'égalité de tous les citoyens quelle que soit leur croyance, la neutralité de l'État à l'égard des religions et le libre exercice des cultes » (Service d'Information du Gouvernement, s. d., paragr. 1). Pourtant, dans certains États comme le Brésil et le Canada, la religion est encore présente. En effet, le Brésil est « le plus grand pays catholique au monde, mais il est devenu aussi le plus grand pays pentecôtiste-évangélique » (Bastian, 2015, paragr. 4). La religion majoritaire au Canada est quant à elle la religion chrétienne (Statistique Canada, 2022, paragr. 42-44). En 2021, environ 53,3 % des Canadiens se considéraient chrétiens, avec une majorité catholique représentant 10,9 millions de personnes (Statistique Canada, 2022, paragr. 42-44). On peut constater que, même s'il s'agit de deux États indépendants de toutes religions, le christianisme est encore très important. C'est pourquoi il est important de différencier la « laïcisation » et la « déconfectionnalisation ». Comme mentionné plus haut, la laïcisation est un processus par lequel un État devient neutre à l'égard des religions, alors que la déconfectionnalisation survient lorsqu'une « institution ou une organisation abandonne tout lien avec la

religion » (Récit univers social, 2020, 1:52). Un pays peut donc être laïque sans toutefois perdre tous liens avec la religion. C'est la raison pour laquelle nous nous demandons la question suivante : est-ce que la religion peut influencer un système politique laïque comme celui du Brésil et du Canada? Pour répondre à cette question, différents aspects politiques du Brésil et du Canada seront comparés, puisque la religion majoritaire est pour tous les deux le catholicisme, sans toutefois qu'elle ait la même importance. Ainsi, la comparaison des deux États permettra de mieux comprendre l'influence de la religion. Pour étayer le sujet, il sera question de l'État laïque, des politiques et des projets de loi, des symboles religieux et de la situation actuelle. Ces aspects seront subdivisés par pays, alors il sera possible de voir les différences entre le Brésil et le Canada.

DÉFINITION DES TERMES ET DES CONCEPTS

Laïcité : « [La laïcité] garantit la liberté de conscience, l'égalité de tous les citoyens quelle que soit leur croyance, la neutralité de l'État à l'égard des religions et le libre exercice des cultes » (Service d'Information du Gouvernement, s. d, paragr. 1).

Laïcisation : « Processus par lequel un État

devient laïque, c'est-à-dire indépendant de toutes religions [et] neutre envers toutes les croyances » (Récit univers social, 2020, 0:12).

Religion : « Ensemble déterminé de croyances et de dogmes définissant le rapport de l'homme avec le sacré » (« Religion », s. d., paragr. 1).

Système politique : « Forme d'organisation politique, sociale et économique d'un État » (Système politique, s. d., paragr. 1).

DÉVELOPPEMENT

L'ÉTAT LAÏQUE

1. Brésil

Historiquement, la politique brésilienne a toujours été influencée par la religion malgré une constitution « formellement laïque » (Bastian, 2015, paragr. 1). Par exemple, au cours des années 1980, l'Église était « un espace de résistance à la dictature » (Bastian, 2015, paragr. 1). De plus, on peut constater que « [l'Église] a contribué à la démocratisation du pays par la défense des droits humains aussi bien que par la promotion d'aspirations à la démocratie sociale et économique » (Bastian, 2015, paragr. 1). Cela montre que la religion a été un élément

important de l'histoire politique du Brésil. Encore de nos jours, la religion contribue au courant de pensée conservateur du Brésil. De fait, les sujets comme la sexualité, les mariages entre personnes du même sexe, l'avortement ou encore l'aide à mourir restent des sujets extrêmement tabous en raison de l'influence des croyances religieuses (Bourgault, 2021, paragr. 11-12). Le Front parlementaire évangélique est notamment un groupe politique qui véhicule des dogmes religieux au sein des institutions gouvernementales (Bourgault, 2021, paragr. 11-12). Pourtant, la Constitution de 1891 stipule que l'État et la religion sont bel et bien séparés et donc, que la religion ne devrait pas exercer cette influence dans le domaine politique (Rosado-Nunes, 2011, paragr. 1-4). En bref, l'État laïque, depuis de nombreuses années, entretient des liens étroits avec la religion.

2. Canada

Le Canada est, lui aussi, un pays dit « laïque », bien que la laïcité n'y est pas constitutionnalisée, ce qui veut dire qu'elle ne se retrouve pas dans la Charte canadienne des droits et libertés (Milot, 2009, paragr. 1). En revanche, cela n'empêche pourtant pas le Canada de séparer l'État et la religion (Milot, 2009, paragr. 1). L'Église n'a ainsi pas son mot à dire quant aux décisions prises au Parlement canadien (Milot, 2009, paragr. 11-12). En outre, au Canada, la neutralité de religion est prônée, ce qui renforce l'image laïque du pays (Milot, 2009, paragr. 2). Cependant, il est important de faire une distinction assez importante : ce n'est pas parce que le Canada est laïque et qu'il se veut neutre religieusement que la religion n'occupe pas une place importante auprès de la population. Au contraire, comme indiqué dans l'introduction, en 2021, Statistique Canada a recensé plus de 19,3 millions de personnes étant membres de la religion chrétienne, soit 53,3 % de la population canadienne (Statistique Canada, 2022, paragr. 9). Ces chiffres témoignent donc de l'importance de la religion chrétienne pour le peuple canadien malgré un État laïque. Somme toute, même si la religion joue encore un grand rôle au sein de la population, elle n'a plus sa place dans l'État.

LES POLITICIENS ET LES PROJETS DE LOI

1. Brésil

Les politiciens et les projets de loi représentent une partie importante d'un système politique. Toutefois, leurs décisions

et leurs projets peuvent être influencés par des croyances religieuses. En effet, comme mentionné dans l'introduction, le Brésil est le plus grand pays catholique et évangélique du monde, en ce qui a trait au nombre de pratiquants, ce qui fait en sorte que la religion est une discussion importante lors des élections (Bastian, 2015, paragr. 4-5). Par exemple, on dit souvent qu'« il n'est pas possible de gagner une élection sans l'aide de Dieu, [...] la religion [...] est devenue le langage même de la politique [...] une arène de dispute politique » (Testa, 2022, paragr. 2). Puisque la majorité de la population est de confession chrétienne, certains chefs politiques utilisent la religion pour avoir plus de partisans lors des élections (Costa, 2019, 1h02). La religion évangélique a des similitudes avec la religion catholique, telles que la croyance aux grands principes de la foi chrétienne et la morale traditionnelle, mais la religion évangélique se réfère uniquement à la Bible, sans intermédiaire, à la différence des catholiques (Bourgault, 2021, paragr. 3-4). Depuis que le Brésil est un pays démocratique, plusieurs politiciens évangéliques ont été élus en ayant comme seul but d'agir dans l'intérêt de l'Église (Bourgault, 2021, paragr. 11-12). Ceux-ci s'opposent à certains projets de loi, notamment la loi constitutionnelle 122 qui avait pour but de lutter contre l'homophobie en milieu scolaire, et ils instaurent des projets de loi conservateurs, par exemple contre les minorités sexuelles (Bourgault, 2021, paragr. 11-12). De surcroît, lorsque Bolsonaro était le chef d'État, certains chercheurs pensaient que le Brésil allait devenir une théocratie évangélique (Bourgault, 2021, paragr. 12-13). Une théocratie implique que les pouvoirs du chef du gouvernement lui ont été attribués par Dieu, ce dont Bolsonaro était convaincu (Bourgault, 2021, paragr. 12-13). Toutes ces informations attestent que l'appartenance religieuse des politiciens peut teinter les projets de loi et le système politique en lui-même.

2. Canada

Au Canada, le rôle de la religion auprès des politiciens et des projets de loi est différent de ce qu'il est possible d'observer au Brésil, dont les convictions religieuses influencent la politique. En effet, il est plus difficile de savoir si un projet de loi ou certains politiciens sont motivés par des dogmes ou des croyances religieuses. Cela s'explique par le fait que la Cour suprême a déterminé que « nul ne peut invoquer les convictions religieuses des uns pour écarter les valeurs des autres » (Gouvernement du Canada, s. d.,

paragr. 24). De plus, au Québec, en 2019, la loi 21 qui interdit le port de signes religieux a été ratifiée, ce qui confirme le « statut laïque » de la province (Souissi, 2023, paragr. 1). Pourtant, même si aucune preuve ne permet d'infirmier ou de confirmer la motivation intrinsèque des lois, certains observateurs pensent qu'il existe des lobbys religieux influençant les lois canadiennes de façon indirecte (Girard, 2022, paragr. 1). Par ailleurs, le parti conservateur est critiqué par certains pour avoir eu un manque de laïcité, entre autres lors du congrès du Parti conservateur du 8 septembre 2023, où il y avait des salles de prières (Perkins, 2023, paragr. 1). En bref, la présence de motivations religieuses chez les politiciens ou au sein des projets de loi est moins visible au Canada qu'au Brésil, et la laïcité demeure très importante.

LES SYMBOLES RELIGIEUX

1. Brésil

Au Brésil, plusieurs symboles religieux font partie du système politique. Premièrement, une bible et un crucifix sont présents à la Chambre d'assemblée (Costa, 2019, 1h36). Deuxièmement, des prières sont effectuées lors des élections (Costa, 2019, 59:30). Troisièmement, les différents politiciens présents au Brésil font de nombreuses allusions à la religion lors de leurs discours (Costa, 2019, 23:58). Tous ces éléments témoignent d'une certaine appartenance à la religion chrétienne du système politique en place au Brésil.

2. Canada

Au Canada, l'un des seuls symboles toujours en vigueur rattachant l'État à la religion est la prière faite à la Chambre des communes (Baril, 2022, paragr. 1). D'ailleurs, celle-ci crée beaucoup de controverse. Pour plusieurs, le maintien de cette prière va à l'encontre du désir de laïcité de l'État canadien : « Pourtant, l'obligation faite au président de la Chambre des communes de réciter une prière, obligation inscrite dans les règles de procédure de la Chambre, est une négation manifeste de la neutralité religieuse de l'État à laquelle le gouvernement du Canada prétend souscrire » (Baril, 2022, paragr. 2).

LA SITUATION ACTUELLE

1. Brésil

Malgré la Constitution brésilienne de 1891, la politique moderne de ce pays contient

encore des traces plus ou moins importantes de la religion. Les croyances du peuple ont grandement encouragé les idées conservatrices à prendre de l'expansion. Les sujets tels que la sexualité, les droits des personnes 2SLGBTQI+ ou l'avortement sont passés au-devant de la scène et ils créent de la controverse (Rosado-Nunes, 2011). De plus, aux dernières élections du pays, qui mettaient en scène Bolsonaro ainsi que Lula, la religion est revenue en force. En effet, l'ancien président Bolsonaro a grandement utilisé la religion dans sa campagne électorale. Un exemple flagrant est son slogan « Dieu, la patrie, la famille et la liberté » (TRT World, 2022, paragr. 5). D'ailleurs, 59 % de la population brésilienne a affirmé que la religion présentait un élément clé dans ses choix politiques (TRT World, 2022, paragr. 2). De son côté, Lula a été obligé de revenir sur ses paroles en faveur de l'avortement s'il voulait avoir le plus de votes possible auprès du public évangélique. Il a également participé à un événement politique transformé en regroupement de prière (TRT World, 2022, paragr. 19).

2. Canada

Dans l'État canadien actuel, la politique est considérée comme laïque. Le pays ne doit pas encourager ou réprimer des convictions religieuses, il doit plutôt accepter toutes les visions par rapport à la religion en respectant les droits inscrits dans la constitution vis-à-vis des personnes (Cour suprême du Canada, 2012, paragr. 32). Cependant, il reste encore quelques vestiges religieux qui persistent au sein du système de ce pays. Par exemple, il a été voté de conserver la prière à la Chambre d'assemblée et les représentants du pays se sont battus pour la loi 21 (Baril, 2022). Il s'agit d'une loi qué-

bécoise qui interdit aux travailleurs de la fonction publique dans différents secteurs de porter des symboles religieux, pour rendre le gouvernement de la province le plus laïque possible (Radio-Canada, 2024, paragr. 4). Depuis plusieurs années, il y a une montée du racisme envers les personnes pratiquant la religion islam et notamment depuis le début de la guerre au Moyen-Orient (Girard, 2024, paragr. 1). Néanmoins, on peut remarquer que le code criminel ne dénonce pas les propos haineux émis par certains croyants si ces propos sont basés sur un récit religieux (Girard, 2024, paragr. 1). Le Canada ne semble pas vouloir changer cette règle, qui est pourtant un exemple que la religion reste présente dans ce pays considéré laïque (Girard, 2024, paragr. 2).

CONCLUSION

En conclusion, il est possible de remarquer que la religion a de l'influence au point de vue de la politique au Brésil et au Canada. Que ce soit par l'État laïque, les politiciens et les projets de loi, les symboles religieux ou la situation actuelle, la religion chrétienne est présente en politique. Toutefois, en comparant la situation du Canada et celle du Brésil, on peut voir que l'influence de la religion n'est pas la même pour ces deux pays. Au Brésil, la religion chrétienne a énormément d'influence, car le système politique est imprégné de symboles et d'hommes politiques religieux. Au Canada, l'influence de la religion chrétienne est plus discrète et provient plus souvent de vestiges religieux. Ainsi, il est possible de fournir une réponse à notre question : la religion peut influencer un système politique laïque comme celui du Brésil et du Canada, mais cette influence varie.



Figure 2 – Parlement du Canada à Ottawa. © 2019 par Sharonannajacob / Wikipédia Communs. CC BY-SA 4.0

MÉDIAGRAPHIE

Baril, D. (2022, 14 mai). Le Canada n'est donc pas un État laïque? Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/711102/religion-le-canada-n-est-donc-pas-un-etat-laique>

Bastian, J. (2015). Pluralité religieuse et scène politique au Brésil. *Outre-Terre*, 42(1), 255-264. <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-1-page-255.htm>

Bourgault, V. (2021, 30 mars). Les évangéliques prennent une place importante au Brésil. *Perspective Monde*. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3117>

Cour Suprême du Canada. (2012, 17 février). S.L. c. Commission scolaire des Chênes. S.L. c. Commission scolaire des Chênes - Décisions de la CSC

Costa, P. (réalisateur). (2019). Une démocratie en danger [documentaire]. Violet Films, Busca Vida Filmes et Simmering Films.

Girard, M.-C. (2022, 7 juillet). L'influence des lobbys religieux au Canada. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/2022-07-07/l-influence-des-lobbys-religieux-au-canada.ph>

Girard, M.-C. (2024, 6 février). L'exception religieuse du Code criminel canadien. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/806687/justice-exception-religieuse-code-criminel-canadien>

Gouvernement du Canada. (s. d.). Alinéa 2a) - Liberté de religion. <https://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/dlc-rfc/ccdl-ccrf/check/art2a.html#:~:text=La%20Cour%20supr%C3%A4me%20s'es-t,autes%20membres%20de%20la%20collectivit%C3%A9>

Milot, M. (2005). Les principes de laïcité politique au Québec et au Canada. *Bulletin d'histoire politique*, 13(3), 13-27. <https://doi.org/10.7202/1055059ar>

Milot, M. (2009). Laïcité au Canada : Liberté de conscience et exigence d'égalité. *Archives de sciences sociales des religions*, 146(1), 61-80. <https://doi.org/10.4000/assr.21233>

Perkins, G. (2023, 8 septembre). Pierre Poilievre doit respecter la loi sur la laïcité du Québec. *Le Journal de Montréal*. <https://www.journaldemontreal.com/2023/09/08/pierre-poilievre-doit-respecter-la-loi-sur-laicite-du-quebec>

Radio-Canada. (2024, 27 février). Constitutionnalité de la loi 21 : la Cour d'appel du Québec se prononcera jeudi. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2052584/laicite-etat-loi-21-jugement-cour-ap-pel#:~:text=Adopt%C3%A9%20en%20juin%202019%2C%20la,primaire%20et%20du%20secondaire%20du>

Récit univers social. (2020, 12 août). Laïcisation [vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=YfgwsfGB0c0>

Religion. (s. d.). Dans I. Jeuge-Maynard (dir.), Larousse. Société d'édition Larousse. <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/religion/67904#citation>

Rosado-Nunes, M. (2011, 30 mai). Religion, politique et espace public : Le Brésil, sans la diversité religieuse qu'on lui prête. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/324326/religion-politique-et-espace-public-le-bresil-sans-la-diversite-religieuse-qu-on-lui-prete>

Scorzelli, M. (2020, 30 octobre). Christ the Redeemer - (Corcovado) front view2 [photo]. Wikimedia commons. File:Christ the Redeemer-(Corcovado) front view2.jpg — Wikimedia Commons

Service d'Information du Gouvernement. (s. d.). Quelle est la définition de la laïcité ? <https://www.info.gouv.fr/organisation/laicite-gouvfr/qu-est-ce-que-la-laicite>

Sharonannajacom. (2019). Parliament of Canada, Ottawa [photo]. Wikimedia commons. https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Parliament_of_Canada,_Ottawa.jpg

Souissi, T. (2021). Loi 21 (Loi sur la laïcité de l'État). Dans l'Encyclopédie canadienne. *Historica Canada*. <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/loi-21>

Statistique Canada. (2016). Les deux tiers de la population canadienne sont de confession religieuse chrétienne. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-003-x/2014001/section03/33-fra.htm>

Statistique Canada. (2022). Le recensement canadien, un riche portrait de la diversité ethnoculturelle et religieuse au pays. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221026/dq221026b-fra.htm>

Système politique. (s. d.). TV5 Monde. <https://langue-francaise.tv-5monde.com/decouvrir/dictionnaire/s/systeme%20politique>

Testa, S. (2022, novembre). Religion et politique dans un Brésil divisé: la question du « vote religieux » lors des élections présidentielles de 2022. *Observatoire international du religieux*. <https://obsreligion.cnrs.fr/focus/religion-et-politique-dans-un-bresil-divise-la-question-du-vote-religieux-lors-des-elections-presidentielles-de-2022/>

TRT World. (2022). Brazil election turns into holy war as Lula, Bolsonaro woo religious voters. <https://www.trtworld.com/americas/brazil-election-turns-into-holy-war-as-lula-bolsonaro-woo-religious-voters-62000>

Figure 1 - Le Christ rédempteur de Rio de Janeiro, sur le Corcovado © 2020, par Mucio Scorzelli / Wikipédia Communs. CC BY-SA 4.0

Figure 2 – Parlement du Canada à Ottawa. © 2019 par Sharonannajacob / Wikipédia Communs. CC BY-SA 4.0

ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT

FICHE D'INFORMATION

Le travail suivant est une fiche d'information réalisée dans le cadre du cours *Économie internationale et développement*, qui est offert aux étudiants et étudiantes ayant d'abord complété le premier cours d'initiation à l'économie. Nous y menons une réflexion critique à propos de la façon dont le développement est façonné, en nous intéressant à ses principaux facteurs et enjeux, tant à l'échelle internationale que locale. Pour ce cours, j'utilise une approche pédagogique basée sur la réalisation de fiches informatives par les étudiants et étudiantes. Chaque semaine, je pose des questions auxquelles ils doivent répondre à l'intérieur d'une fiche de recherche qui doit être remise avant le cours suivant. Je consulte ces fiches et je sélectionne plusieurs extraits que je rassemble dans un

PowerPoint pour animer une discussion en classe. La matière du cours devient donc ce que les étudiants et étudiantes ont collectivement apporté comme réponse aux questions, complétée par le contenu de la discussion que nous avons en classe. Je leur demande de développer leur esprit critique en établissant des liens entre les éléments de connaissance explorés tout au long de la session ainsi qu'avec ceux issus d'autres disciplines de leur programme collégial. Dans cet exemple, l'étudiante a analysé le contenu d'une conférence sur le développement de Petit-Saguenay à partir des connaissances explorées durant la session.

Patrick Côté
Enseignant en économie

Petit-Saguenay

Par Ellia Jésabel Côté Fortin

Petit-Saguenay

Ce travail a été fait à la suite d'une conférence sur le développement durable du Petit-Saguenay donnée au cégep de Jonquière le 9 avril 2024 par Philôme La France dans le cadre de la semaine des sciences humaines. Ce document explorera les initiatives de développement durable et de participation citoyenne mises en place par la municipalité de Petit-Saguenay. Il décrit le réaménagement du cœur du village, la politique de développement durable, les objectifs de la municipalité en matière de transition socio-écologique et l'alignement avec les principes de l'OCDE et de l'indice de vivre mieux.

Made with Gamma

Actualité

Les travaux pour réaménager le cœur de Petit-Saguenay achèvent

Au moment de la conférence, le projet de réaménagement du cœur du village de Petit-Saguenay en est à sa phase finale. Une passerelle piétonne de plus de 30 mètres a été installée, reliant un nouveau parc à celui de la Croix, situé de l'autre côté de la rivière. Ce parc offre des installations pour les familles, un terrain de pétanque, une place publique et des sanitaires. Le réaménagement comprend également une refonte de la promenade Mathilde Tremblay le long de la route principale, l'ajout d'une terrasse et la plantation d'arbres et de végétaux pour verdir le secteur. Le maire Philôme La France indique que les travaux seront bientôt terminés, avec une inauguration prévue au printemps 2024 (Boutin, 2023).

Après un an de réaménagement et plus de 4,8 M\$ alloués, le projet a finalement pris fin le 1er juillet 2024 (Village Petit-Saguenay, cité dans *Le projet de revitalisation du village de Petit-Saguenay complété*, 2024).



Passerelle piétonne

Une passerelle piétonne et piétonnière de plus de 40 mètres a été installée au dessus de la rivière Petit Saguenay, ce qui permet de relier les nouveaux aménagements.



Promenade Mathilde-Tremblay rénovée

Le réaménagement comprend une refonte de la promenade le long de la route principale, l'ajout de nouveaux espaces de stationnement, d'un trottoir de criblure de granit et de nouveaux aménagements végétaux.



Le parc de la Croix

Le parc offre des installations pour les familles, un terrain de pétanque, une place publique ainsi que des jeux d'eau.

(Village Petit-Saguenay, cité dans *Le projet de revitalisation du village de Petit-Saguenay complété*, 2024)

Le projet de réaménagement au cœur du village de Petit-Saguenay présente plusieurs aspects en relation avec le concept de développement durable. Premièrement, l'installation d'une passerelle piétonne encourage la mobilité physique, réduisant ainsi la dépendance à la voiture et facilitant des modes de déplacement plus durables et moins polluants. De plus, l'aménagement du parc de la Croix offre des espaces de loisirs verts accessibles à la communauté, favorisant la connectivité avec la nature et encourageant un mode de vie sain et actif (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023 ; Reeves, 2021).

La plantation d'arbres et de végétaux contribue à l'amélioration de la qualité de l'air, à la biodiversité locale et à la création d'un environnement plus agréable et résilient aux changements climatiques. En outre, la rénovation des infrastructures publiques peut améliorer l'efficacité énergétique et réduire l'empreinte carbone de la communauté (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023 ; Reeves, 2021).

Enfin, ce projet est une collaboration avec le Gouvernement du Québec, Infrastructure Canada, Développement économique Canada ainsi que plusieurs autres contributeurs. Ce projet souligne à quel point l'implication des responsables municipaux est essentielle pour promouvoir le développement durable dans la communauté. Il montre aussi comment les projets d'urbanisme peuvent être pensés de manière à répondre aux besoins présents tout en préservant les ressources naturelles et en améliorant la qualité de vie des habitants, ce qui contribue à un développement durable à long terme (Village Petit-Saguenay, cité dans *Le projet de revitalisation du village de Petit-Saguenay complété*, 2024).

Made with Gamma

Éléments marquants de la conférence

Lors de la conférence, les éléments qui ont retenu mon attention sont les objectifs de la municipalité. Celle-ci souhaite rapprocher les citoyens de la vie politique en donnant l'occasion à chacun de s'exprimer sur l'avenir et de se reconnecter à la suite de la pandémie. En favorisant la politique de la participation citoyenne, Petit-Saguenay veut encourager la diversité des initiatives économiques et sociales, renforcer le tissu social et promouvoir l'inclusion économique. Il contribue ainsi à une meilleure répartition des richesses et à l'amélioration du bien-être des habitants.



Promouvoir la participation citoyenne active

« Affirmer la volonté de la municipalité de faire participer les citoyen·nes à l'élaboration et à la mise en œuvre de changements adaptés à leur réalité et à leurs aspirations. » (Petit-Saguenay, 2023)



Standardiser les Processus d'Activités Participatives

« Encadrer les processus de mise en œuvre d'activités participatives pour assurer une certaine homogénéité dans la réalisation, peu importe l'agent·e ou l'élu·e aux commandes, et permettre à chacun·e de s'en donner les moyens. » (Petit-Saguenay, 2023)



Garantir la Transparence Municipale

« Affirmer l'engagement de la municipalité à être transparente. » (Petit-Saguenay, 2023)



Rendre les pratiques municipales plus inclusives et cohérentes

« Améliorer les pratiques municipales pour les rendre plus inclusives et cohérentes avec leurs enjeux. » (Petit-Saguenay, 2023)



Renforcer le sentiment d'appartenance et dynamiser la communauté

« Renouveler le sentiment d'appartenance jadis plus marqué et dynamiser la communauté. » (Petit-Saguenay, 2023)

Made with Gamma

Concept de transition socio-écologique

Le concept québécois de transition socio-écologique fait référence à une évolution vers des modes de vie et des économies respectant davantage la nature tout en améliorant la santé et le bien-être des humains. Cela comprend des actions qui favorisent l'engagement communautaire dans les changements sociaux, économiques et écologiques nécessaires à l'adoption de modes de vie durables (Laurent, 2018).

Voici des idées écologiques, issues du cours *Économie internationale et développement*, que Petit-Saguenay pourrait adapter pour la protection de l'environnement :

1

Alimentation locale

Promotion de l'alimentation locale pour réduire les émissions et soutenir l'économie régionale.

2

Économie circulaire

Encouragement de l'économie circulaire pour minimiser les déchets et optimiser l'utilisation des ressources.

3

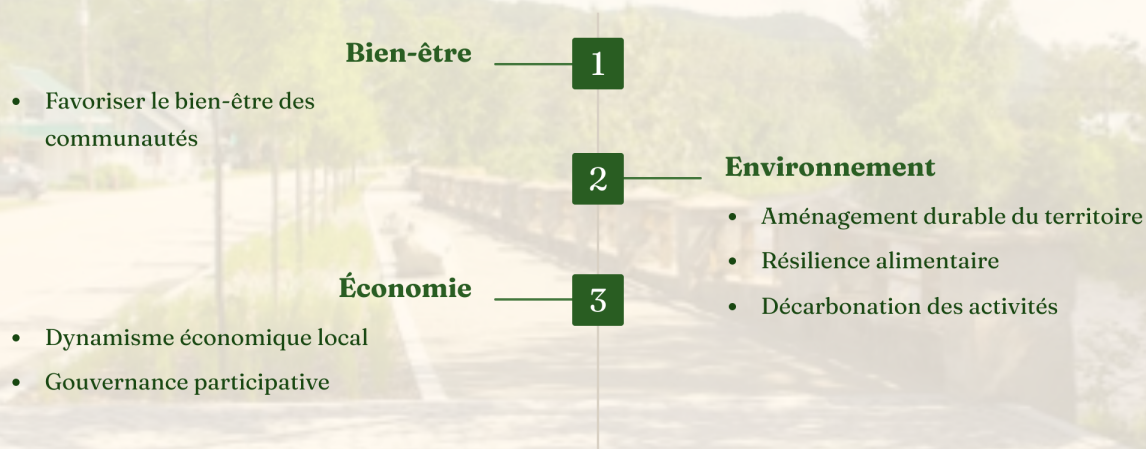
Transports actifs

Déploiement de réseaux de transports actifs comme la marche et le vélo pour réduire les émissions et améliorer la santé, aujourd'hui mis en place avec les nouveaux aménagements.

Made with Gamma

Politique de développement durable

La Municipalité de Petit-Saguenay s'est dotée d'une politique de développement durable qui comprend un plan d'action 2023-2028 organisé autour de six grands enjeux : le bien-être des communautés, l'aménagement du territoire, la résilience alimentaire, la décarbonation, le dynamisme économique et la gouvernance participative. Cette politique a été élaborée dans le cadre d'un processus consultatif prospectif avec le soutien du Grand dialogue régional sur la transformation socio-écologique (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023).



La conférence du Petit-Saguenay peut être liée à ces initiatives, car elle rassemble des acteurs impliqués dans la transformation socio-écologique, qui communiquent entre eux et travaillent ensemble vers ces objectifs. La conférence a été un exemple de mobilisation collective et de coconstruction d'une vision positive pour l'avenir de la région, le dynamisme économique et la gouvernance participative (Municipalité de Petit-Saguenay, 2023).

Made with Gamma

Alignement avec les principes de l'OCDE et de l'indice Vivre Mieux

Selon notre analyse, la politique de développement durable de Petit-Saguenay est alignée avec les objectifs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ainsi qu'avec ceux de l'indice Vivre Mieux. Les principes de l'OCDE sont basés sur la conduite responsable des entreprises multinationales, soit le fait d'améliorer leur contribution en matière de développement durable. Ils ont pour but de remédier aux conséquences négatives qui sont liées aux activités humaines (OCDE, 2023). L'indice Vivre mieux est un indicateur des pays de l'OCDE conçu pour comparer des facteurs essentiels du bien-être (OCDE, s. d.). Ce tableau illustre clairement les ressemblances entre le projet de développement durable et participatif de Petit-Saguenay, les principes de l'OCDE ainsi que l'indice du Vivre Mieux.

Politique de Petit-Saguenay	Principes de l'OCDE	Indice du Vivre Mieux
Résilience alimentaire	« S'efforcer d'empêcher ou d'atténuer un impact négatif »	« Éducation »
Décarbonation	« Contribuer au progrès de l'environnement »	« Environnement »
Dynamisme économique	« Contribuer au progrès économique, encourager la formation de capital humain »	« Emploi »
Gouvernance participative	« Encourager le renforcement de capacités au niveau local en coopérant étroitement avec la communauté locale »	« Engagement civique »
Bien-être communautaire	« Droit humain »	« Lien sociaux »

(Municipalité de Petit-Saguenay, 2023; OCDE, 2023 ; OCDE, s. d.)

Médiagraphie

Boutin, V. (2023, 23 novembre). Les travaux pour réaménager le coeur de Petit-Saguenay achèvent. *Radio-Canada*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2029266/chantier-parc-village-tourisme-petit-saguenay>

Ministère de l'économie, de l'innovation et des exportations. (2015). *L'économie sociale : Des valeurs qui nous enrichissent* (Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2015-2020). Gouvernement du Québec. https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/administratives/plans_action/plan_action_economie_sociale_2015-2020.pdf

Laurent, É. (2018). La transition sociale-écologique : récit, institutions et politiques publiques. *Cités*, 76(4), 31-40. <https://doi.org/10.3917/cite.076.0031>

Municipalité de Petit-Saguenay. (2023). *Développement durable et participatif*. <https://petit-saguenay.com/vivre/espace-citoyen/developpement-durable-participatif/>

OCDE. (2023). *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises*. <https://doi.org/10.1787/0e8d35b5-fr>

OECD. (s. d.). Créez votre indicateur du vivre mieux. OECD Better Life Index. <https://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>

Petit Saguenay. (2023). *Politique de participation citoyenne*. https://docs.google.com/viewer?embedded=true&url=https%3A%2F%2Fpetit-saguenay.com%2Fwp-content%2Fuploads%2F2023%2F02%2FPolitique-de-PC_compressed.pdf

Le projet de revitalisation du village de Petit-Saguenay complété. (2024, 1 juillet). Portail constructo. https://m.portailconstructo.com/actualites/projet_revitalisation_village_petit_saguenay_complete

Photographies :

Municipalité de Petit-Saguenay. (2023). *Réaménagement du cœur du village*. <https://petit-saguenay.com/reamenagement-du-coeur-du-village/>

Le contenu publié, dont les analyses et les opinions émises dans les articles de cette revue, n'engage que la responsabilité des auteur-es.



PANORAMA

La revue des sciences humaines

